

5. Subventions aux exportations

Le premier budget présenté dans le cadre du programme de réforme, en 1991, a éliminé progressivement les subventions aux exportations les plus directes. Toutefois, les subventions indirectes comme la taxe sur les investissements, l'accès au crédit et les incitations à conserver les devises demeurent en place.

VI. Financement

Les entreprises canadiennes qui désirent faire des affaires en Inde sont confrontées à des lacunes en ce qui concerne les mécanismes financiers en place. Les inquiétudes en matière de financement touchent autant les PME (besoins de crédit pour les comptes débiteurs) que les multinationales (risques associés aux engagements portant sur des milliards de dollars).

Fonds de roulement pour les exportations - Un des premiers besoins des PME exportatrices est l'accès à un fonds de roulement leur permettant de maximiser leur potentiel d'exportation vers l'Inde.

Connaissance des marchés - La méconnaissance des diverses possibilités de financement des exportations et des investissements est un obstacle pour les entreprises canadiennes. Celles-ci ignorent parfois qu'elles ont besoin d'une aide financière pour que leurs soumissions soient considérées comme étant viables.

Concurrence pour les crédits - Souvent, en Inde, les contrats importants se gagnent ou se perdent pour des questions de conditions de crédit. Les entreprises canadiennes n'ont pas accès au financement à des conditions de faveur dont disposent beaucoup de leurs concurrentes étrangères, et elles n'ont donc pas les mêmes chances que ces dernières.

Besoins d'investissements pour les infrastructures - L'infrastructure de l'Inde a besoin d'une importante modernisation. Un grand nombre des projets s'y rattachant s'autofinancent et n'offrent pas de garanties absolues. Il faut donc évaluer les projets en fonction de leur viabilité commerciale. Peu d'entreprises canadiennes peuvent assurer d'emblée le financement de projets d'infrastructure devant durer 20 ans et coûter des milliards de dollars américains, comme cela est dans bien des cas requis en Inde. Le gouvernement canadien n'est désormais plus en mesure de concourir à la réalisation de mégaprojets de ce type. Les concurrents étrangers, notamment les entreprises américaines, créent à cette fin des consortiums en Inde.

Impression que les investissements présentent un risque - La participation du secteur privé à des projets d'infrastructure en Inde a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années, mais de nombreux investisseurs